

FS DU 7 NOVEMBRE 2023

FORMATION SPÉCIALISÉE DU CSA DE RÉSEAU

À la DGFIP, le Directeur a choisi d'exclure 74000 agents de la négociation indemnitaire. Il a choisi de diviser les agents et de ne verser cette prime qu'aux 19000 agents en 1ère ligne lors de la campagne de déclaration des locaux. La DG verse donc des primes comme compensation après une gestion désastreuse de la mise en place de GMBI. Elle semble vouloir s'acquitter du ticket d'entrée du projet en posant un prix par tête au mal être : 500 €.

Les OS ont pourtant proposé une prime socle sur laquelle la DG aurait pu abonder une prime GMBI. Mais la main tendue a été rejetée.

Et les agents ne sont toujours pas sortis de la galère GMBI, car les anomalies SURF restent handicapantes au quotidien, les taxes d'urbanismes ne sont toujours pas prises en charge par le système et le module ICAD n'a toujours pas été mis à jour suite à la disparition de LASCOT.

Plutôt que d'améliorer concrètement les conditions de travail et la rémunération de tous les personnels, car nous sommes toutes et tous dans le même bateau, la DG préfère diviser les agents à travers les rémunérations et les carrières et ne pas recruter à la hauteur des besoins.

Voilà comment la DG tente de se dédouaner de mauvaises conditions de travail.

Voilà pourquoi, dans le cadre de la FS du CSAR nous jugerons sur pièce la volonté de l'administration de faire vivre cette instance au bénéfice de la santé et de la sécurité des agents, et non de la considérer comme un simple alibi à la mise en place coûte que coûte des réformes et restructurations incessantes.

Celles-ci désorganisent notre service public et fait régner au sein de nos services un climat particulièrement anxiogène.

Nous n'avons d'ailleurs à ce jour que des informations parcellaire de l'incident de ce vendredi dernier à la DNEF, où à priori, un agent a perdu pied et a menacé d'un acte désespéré. Quand est-il ?

Au-delà de cette actualité inquiétante révélatrice du malaise qui se reprend dans les services, nous considérons que l'administration a abordé l'ouverture de ce nouveau cycle du dialogue social, notamment en formation spécialisée, sous de très mauvais auspices.

Votre obstination à ne pas vouloir entendre nos revendications en matière de règlement intérieur et vos manœuvres continues afin de piocher ou retirer à votre bon vouloir des éléments des RI DGAFP et ministériels, pour soi-disant adapter celui DGFIP mais à la baisse, a été tout à fait déplorable. Elle grève d'entrée la sincérité de votre approche en matière d'amélioration de la sécurité, de la santé et des conditions de travail des agents.

On nous parle d'un outil ANACT d'auto-diagnostic des organisations en mode hybride. Pourquoi n'est-il pas dans les documents fournis pour cette FS ? Quant à Prevaction, son expérimentation n'a pas été satisfaisante, dans sa mise en œuvre comme dans sa nouvelle codification.

On nous parle de transition écologique, mais pourquoi avoir supprimé des sites et augmenté les temps de déplacements de nombre d'agents, pourquoi ne pas rembourser dans sa totalité les frais de transports en commun ?

Le télétravail au-delà du raisonnable et le développement des flex-office ne sont pas la solution miracle car l'effort sur l'impact environnemental ne doit pas se payer en dégradation des conditions de travail, de qualité du service public, de fonctionnement et de cohésion des collectifs de travail.

Pourquoi n'investissons-nous pas dans la rénovation thermique des bâtiments existants plutôt que de les supprimer ? Pourquoi faire exploser le nombre de mails plutôt que développer l'accueil physique ?

On nous parle de conditions de travail, mais pas de recrutements, on nous parle de sécurité vis-à-vis du public mais pas de lutte contre le harcèlement, pour l'égalité femmes-hommes et contre les violences sexistes et sexuelles dans nos propres services.

Et oui, cela s'engage mal. La CGT veut des actes forts au bénéfice de l'ensemble des personnels et nous jugerons sur pièce.